

- Excellence Monsieur **Faustin-Archange TOUADERA**, Président de la République Centrafricaine et Président en exercice de la Conférence des Chefs d’Etat de la CEMAC
- Mesdames et Messieurs les **Ministres des finances et de l’intégration de la CEMAC**
- Mesdames et Messieurs les responsables des **institutions communautaires** de la CEMAC
- Mesdames et Messieurs les représentants des **institutions financières internationales et régionales, des bailleurs de fonds et des investisseurs internationaux publics et privés**

**Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais tout d’abord exprimer ma gratitude à Monsieur Jean-Baptiste ONDAYE, Ministre de l’Economie et des Finances de la République du Congo, Président du Comité de pilotage du Programme des Réformes économiques et financières (PREF-CEMAC) pour m’avoir convié à participer à cette importante Table-Ronde.

*J’aimerais aussi féliciter tous les acteurs de la première Table-Ronde de financement des projets intégrateurs dont l’exécution est en cours. Je voudrais également exprimer mon soutien au deuxième Programme qui nous réunit aujourd’hui et qui met l’accent sur le développement des infrastructures de transport et de la production énergétique.*

Le PREF-CEMAC ambitionne d’accroître progressivement les échanges intra-communautaires pour atteindre le seuil de 40 % en 2030. L’approfondissement de l’intégration et l’intensification des échanges ainsi attendus dépendront largement de la capacité de la sous-région à se doter d’infrastructures idoines et résilientes. L’utilité d’un réseau régional efficient d’infrastructures dans la promotion de marchés régionaux concurrentiels et efficaces pour impulser l’émergence de la CEMAC, n’est plus à démontrer.

A cet égard, Monsieur ONDAYE a très bien illustré les impacts positifs de ces projets d’infrastructure dans son allocution de ce matin.

Les Banques de développement et les partenaires naturellement ne sont pas en reste, nous avons écouté certains d’entre eux ce matin. En ce qui concerne le Groupe de la Banque mondiale, nous ne sommes pas en reste. Et je voudrais citer deux programmes en particulier. Le représentant de la BAD a mentionné le projet d’interconnexion de réseaux électriques du Cameroun et du Tchad, ce programme co-financé par la BM, la BAD, la BID, l’UE et les deux états, le Cameroun et le Tchad. A cet égard, la Banque mondiale a contribué au financement de ce programme à hauteur de 385 million de Dollars. Ce projet a été lancé officiellement le 21 octobre dernier avec la participation du Vice-Président de la Banque mondiale pour l’Afrique de l’Ouest du Centre, M. Ousmane DIAGANA.

En ce qui me concerne au Conseil d’Administration en octobre dernier, nous avons approuvé un projet de 390 millions de dollars pour améliorer les capacités statistiques régionales en Afrique centrale. Ce projet vise à développer la capacité statistique afin d’améliorer la qualité de la production de données, l’harmonisation régionale, l’accès et l’utilisation des données, ainsi que modernisation des systèmes statistiques au Cameroun, en RCA et au Tchad. Ce projet soutiendra également la

division statistique de la CEMAC afin d'améliorer la coordination et l'harmonisation statistique à travers la région. Comme vous le savez les données statistiques de qualité sont indispensables pour faire progresser l'intégration régionale de notre continent.

**Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

Il y a un consensus aujourd'hui parmi les partenaires de la sous-région, y compris le Groupe de la Banque mondiale, sur la nécessité de combler progressivement le gap en infrastructures, pour des raisons d'ordre financier mais aussi pour des arguments liés à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). Le Groupe de la Banque mondiale a développé une stratégie pour l'intégration régionale en Afrique. Cette stratégie est en cours de mise à jour pour refléter de nouveaux enjeux et besoins de notre continent.

Les projets dans le domaine des infrastructures exigent une bonne planification et une faisabilité en termes de conception technique et de financement qui garantissent l'accessibilité économique et la durabilité, et permettent d'éviter de reproduire certaines erreurs du passé. Par le passé, la question des infrastructures en Afrique était, dans une large mesure, le domaine de compétence exclusive des gouvernements et des finances publiques. Les récentes années ont marqué un tournant décisif avec la prise de conscience que le secteur privé peut également fournir le capital nécessaire. Nous nous réjouissons de cette conception du financement des infrastructures, qui permet d'associer les financements public et privé pour assurer un meilleur partage des risques, une mise en œuvre plus efficace des projets et une gestion plus rationnelle des infrastructures.

*A mon humble avis, tout en saluant et en encourageant la poursuite de toutes les formes de contributions, une des grandes questions que nous devons nous poser dans le cadre de cette Table-Ronde sera de savoir comment mobiliser plus efficacement l'investissement privé pour participer au financement des besoins en infrastructures et en énergie pour transformer la zone CEMAC dans un contexte où les finances publiques nationales, régionales, bilatérales et multilatérales sont toujours insuffisantes.*

A cet égard, le partenariat public-privé (PPP) s'avère être une option rationnelle de financement des investissements pour pallier la faiblesse des ressources publiques de la région. La mobilisation de financements indépendants par le PPP permet aussi de ne pas éroder les budgets nationaux et, par conséquent de garder l'encours de la dette publique dans les normes des critères de convergence.

Nous comprenons qu'il peut être difficile de conclure des marchés, financer les premières étapes des PPP et trouver des partenaires privés fiables en zone CEMAC. Le secteur financier et les acteurs privés doivent disposer d'outils suffisants pour gérer les risques, assurer la liquidité et attirer les investissements internationaux et régionaux qui sont pourtant disponibles. Aussi, la qualité des opérations de financement demeure-t-elle inadéquate.

Le Groupe de la Banque mondiale, qui est en plein processus d'évolution pour plus d'impact et de pertinence dans un monde en constante mutation, se prépare à mettre en place un mécanisme de développement et de financement des PPP pour les infrastructures. Comme je l'ai mentionné plus tôt, l'Afrique a besoin de mécanismes de gestion des risques et de la liquidité pour développer des projets. C'est pour cela que, pour accélérer le développement des PPP et du secteur privé en Afrique, notre Bureau continue de solliciter et de mobiliser le Groupe de la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement à trouver des moyens innovants pour atténuer les effets négatifs de ces infrastructures et jouer un rôle déterminant pour réduire la *perception de risque élevé* en Afrique.

Cette question de la perception du risque est tellement importante et reste différente de la réalité. Je voudrais citer un récent rapport de l'Agence de notation Moody's, qui mentionne que l'Afrique a le taux de défaut en financement d'infrastructure le plus faible au monde, se situant à 5,5% comparé à 13% en Amérique latine, 9% en Asie, 6% en Europe occidentale. Ceci montre aussi que la perception est donc clairement différente de la réalité. C'est à nous de convaincre les investisseurs à venir dans nos régions, notamment la CEMAC. La mise en œuvre des projets intégrateurs la CEMAC offre cette opportunité. La zone de libre-échange continentale offre aussi une autre opportunité.

Naturellement, nous devons aussi regarder les autres sources possibles de financements comme les financements islamiques qui peuvent aussi être porteur d'innovation.

**Excellences,  
Mesdames et Messieurs**

*Avant de terminer, je voudrais lancer un appel aux institutions financières et aux partenaires techniques ici représentés, à ne ménager aucun effort pour augmenter substantiellement leurs contributions au Programme des treize projets intégrateurs prioritaires de la CEMAC, mais aussi à appuyer tous les instruments de mobilisation des capitaux, avec pour but d'approfondir, les mécanismes financiers et les interventions appropriés.*

L'intégration régionale se doit d'augmenter les échanges régionaux, de réduire les risques et les coûts pour les entreprises et ouvrir de nouvelles possibilités aux acteurs économiques de la sous-région et créer les emplois durables pour les femmes et les jeunes.

*Mon Bureau continuera naturellement de soutenir toutes les initiatives de mobilisation des financements pour les infrastructures durables, la promotion du marché unique et la diversification économique en zone CEMAC.*

Sur ce, je vous souhaite plein succès aux travaux de la présente Table ronde.

Je vous remercie de votre aimable attention.